

La FIDH demande l'arrêt immédiat de la répression des militants du Hirak

La Fédération internationale pour les droits de l'homme (FIDH), appelle dans un communiqué rendu public jeudi, les autorités algériennes à cesser en urgence, la répression des militants du Hirak.

''Le peuple algérien est appelé aux urnes ce 1er novembre pour se prononcer par référendum sur l'adoption d'une nouvelle Constitution, dans un contexte de répression accrue contre les militants pacifiques du Hirak. L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (FIDH-OMCT) déplore une nouvelle fois la répression judiciaire généralisée à l'encontre des manifestants pacifiques, et appelle les autorités algériennes à cesser cet acharnement judiciaire'', lit-on dans le communiqué.

La consultation référendaire du 1er novembre, proposée par le Président Abdelmadjid Tebboune, actuellement hospitalisé en Allemagne, en vue de l'adoption d'une nouvelle Constitution supposée répondre aux revendications du Hirak, intervient alors même que les militants du mouvement restent la cible de multiples arrestations et emprisonnements arbitraires et d'un harcèlement judiciaire continu de la part des autorités, déplore l'ONG.

''Si les autorités algériennes sont sérieuses quant à leur volonté de prendre en compte les revendications exprimées depuis de longs mois par le mouvement du Hirak, elles doivent commencer par cesser d'en harceler les militants et amorcer un vrai dialogue afin de construire, dans la concertation, l'Algérie de demain'' a commenté Alice Mogwe, présidente de la FIDH.

Depuis le début du mouvement en février 2019, de nombreux militants du Hirak ont été arbitrairement arrêtés et détenus, condamnés à de lourdes peines de prison et à des amendes conséquentes ou encore harcelés judiciairement, notamment par le biais de reports incessants de procès, simplement pour avoir manifesté leur volonté de changement. Cet acharnement contre les manifestants pacifiques va à l'encontre de la volonté d'apaisement et de dialogue pourtant affichée par le pouvoir algérien.

''Nous appelons les autorités algériennes à répondre aux attentes légitimes des militants du Hirak et, plus largement, du peuple algérien, en commençant par mettre un terme au harcèlement systématique des militants pacifiques et en libérant tous ceux qui restent détenus à ce jour'' a réagi Gerald Staberock, secrétaire général de l'OMCT.